

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 24 novembre 2025

Bilan de santé.

Suite à mon accident de scooter, j'ai enduit mes grosses plaies avec une crème antibiotique, avant d'utiliser de l'huile de noix de coco au pouvoir antibactérien et cicatrisant apparemment tout aussi efficace.

Alité ou condamné à rester chez moi la plupart du temps depuis un mois, j'ai manqué d'activité physique, pour autant la forte douleur procurée par mon pied m'a conduit à respirer plus profondément, du coup mon problème respiratoire récurrent s'est nettement atténué, j'y vois un effet de cause à conséquence bénéfique, comme quoi à quelque chose malheur est bon ! On se remonte le moral comme l'on peut.

Je dors un peu mieux, mais je reste insomniaque. En fait, ce qui se passe, c'est que vers 18 ou 19 heures je m'effondre ou je m'endors sur place en quelques secondes tellement je suis crevé, mais comme finalement j'irai dormir vers 23 heures au plus tôt, toutes les deux heures je me réveille et je me rendors quelque temps plus tard, ce qui fait qu'à 8 heures du matin, je n'ai dormi que 5 ou 6 heures. Je me rendors jusqu'à 10 heures, je me lève difficilement avec une terrible envie de dormir, alors je me fais violence pour vaquer à mes occupations comme l'on dit.

Ce n'est pas que je me sens mal, je me sens reposé mais vaseux. Je salue la nature autour de moi, et me voilà d'aplomb pour attaquer une nouvelle journée, où assurément les mauvaises nouvelles du vieux monde pourri ne manqueront pas. Voilà qui aurait de quoi en démoraliser plus d'un, mais pas moi puisque je crois en les masses et le socialisme. Comment je fais pour y croire encore, pas besoin de se forcer, il suffit de rester fidèle à ses principes et connecter à la réalité.

Social-patriotisme en famille. Leur humanisme est la politesse des salauds...

L'appel de 80 députés pour « interdire Shein » en France - Le HuffPost 23 novembre 2025

Parmi ces parlementaires français, on retrouve de nombreux députés Ensemble pour la République, aux côtés entre autres de Marie-Noëlle Battistel (PS), Anne-Cécile Violland (Horizons), Josiane Corneloup (LR) ou encore Erwan Balanant (MoDem).

Derrière chaque tee-shirt à 3 euros, ce sont des tonnes de CO2 émises, des rivières polluées par les teintures chimiques, et des montagnes de déchets textiles envoyés en Afrique ou en Asie.

Shein : « plusieurs centaines de millions voire plusieurs milliards d'euros » de préjudice pour le commerce français - La Tribune 20 novembre 2025

Les principales fédérations du commerce français ont attaqué mercredi la plateforme chinoise de commerce en ligne en justice pour « *concurrence déloyale* ». Leur avocat, Cédric Dubucq, demande réparation du préjudice économique subi.

J-C – Les avocats du CAC40 ou de l'impérialisme français...

Comment ils détruisent psychologiquement et socialement les nouvelles générations ou la promotion des perversions sexuelles, de la prostitution, de la pédophilie.

Quelles sont les conséquences d'une consommation précoce de porno chez les jeunes? - Slate.fr 22 novembre 2025

J-C – Qu'est-ce qui est sacrifié ici ?

A notre époque, il faut entendre par humanisme, une philosophie qui place l'épanouissement humain au-dessus de tout, en se basant sur la raison, la science, l'éthique et la compassion.

Ceux qui ici cautionnent la diffusion de la pornographie, rejettent cette définition qu'on peut adopter et compléter, pire, ils nient l'évolution millénaire de notre espèce jusqu'à notre époque, où pour la première fois depuis son développement historique l'humanité entrevoit sérieusement la possibilité de réaliser son émancipation définitive du règne de la barbarie.

Ils nous ramènent à l'état jadis de la sauvagerie où les rapports que les mâles et les femelles entretenaient étaient basés uniquement sur leurs pulsions primaires de survie animales, auxquelles appartiennent les pulsions sexuelles.

Les particularités morphologiques ou biologiques propres à notre espèce d'hominidés se traduiront par des activités qui allaient entraîner à leur tour des modifications radicales de leur comportement, parmi lesquelles : accroissement de la taille de la boîte crânienne ou du cerveau, station debout, position et forme du thorax et du cou favorisant l'allongement des cordes vocales qui participeront à l'élaboration du langage comme instrument social de communication unique en son genre ou le plus sophistiqué parmi les espèces animales, puisqu'il leur permettra d'exprimer de manière précise tout ce qu'ils passaient par l'esprit, disons pour faire bref, ajoutons la libération des membres antérieurs qui donneront naissance aux mains, mains avec lesquels ils pourront saisir des objets et façonnier des outils, mais aussi moyens d'expression qui donneront naissance aux premières manifestations picturales, puis à l'écriture, un autre instrument social de communication qui allait être décisif pour le développement de nos facultés cognitives, des sciences...

Tout ce développement va constituer la formidable aventure humaine, façonner la civilisation qui décidément peine à devenir véritablement humaine, de manière à ce que l'homo sapiens acquiert une conscience de soi qui lui permettra de prendre en mains son destin, on y est pas encore vraiment non plus, on n'en est plus très loin, on a encore des progrès à faire.

Au lieu de cela, les dangereux psychopathes qui gouvernent et leurs médias poussent les jeunes au viol, au crime, au désespoir en réalité. Qu'est-ce qui nous distingue des autres espèces, sinon que la nôtre est perfectible ou susceptible de progresser.

Avec leurs pratiques bestiales elle est vouée à régresser. Tu te dégoûtes toi-même, tu culpabilises, tu es complètement anéantis psychologiquement, tu n'es plus qu'une loque humaine, un dégénéré, une épave, un déchet de l'humanité, dans ces conditions, comment veux-tu avoir confiance en toi, prendre en mains ton destin, c'est quasiment impossible, c'est leur ultime objectif, l'auto-asservissement, l'esclave moderne. Ce n'est pas pour rien qu'ils ont cautionné le génocide des Palestiniens, entre autres, tout se tient, il faut faire table rase de cette pourriture.

**Quelles sont les conséquences d'une consommation précoce de porno chez les jeunes? -
Slate.fr 22 novembre 2025**

Les recherches les plus récentes réalisées en Espagne situent le début de la consommation de pornographie entre les âges de 8 ans et 13 ans.

Ce sont des contenus et des attitudes qui renforcent les modèles de virilité fondés sur la domination et le rabaissement.

La nouvelle pornographie numérique renforce la chosification des femmes, en les présentant comme des instruments du plaisir masculin.

En définitive, à l'adolescence, cette exposition façonne les premières expériences affectives et normalise l'idée selon laquelle le pouvoir, la soumission et la violence font partie du désir.

Les jeunes filles apprennent que la reconnaissance sociale dépend de leur capacité à s'exposer, ce qui génère une socialisation fondée sur l'autosexualisation et le capital érotique.

Si la pornographie enseigne à désirer avec violence, notre tâche est d'enseigner à désirer avec empathie. En ce sens, éduquer à l'égalité, à l'affection et au consentement n'est pas une option: c'est une urgence sociale.

J-C - Voilà comment ces monstres justifient l'apprentissage de la sexualité dès la maternelle. Vous noterez qu'à aucun moment ils n'évoqueront son interdiction parce que leurs motivations sont avant tout politiques.

Santé.

Lu.

Une étude publiée dans Biomarker Research révèle ce que des médecins courageux dénonçaient déjà à voix basse :

Une explosion de cancers dans l'année qui suit la vaccination COVID. Pas des impressions. Pas des cas isolés. Des statistiques. Des corrélations. Des organes ciblés.

Les chiffres qui tuent le doute : 1 an après l'injection, +69% de risque de cancer de la prostate, +53% pour le poumon, +34% pour l'estomac, +35% pour la thyroïde, +28% pour le côlon et le rectum, +20% pour le sein.

(Source : Biomarker Research – 2025 1-year risks of cancers associated with COVID-19 vaccination <https://biomarkeres.biomedcentral.com/articles/10.1186/s40364-025-00831-w>

France.

En hiver, peuvent-ils descendre en dessous de zéro ? C'est possible.

Sondage : Macron encore au plus bas, Lecornu chute... L'impopularité de l'exécutif se creuse encore - 20 Minutes/AFP 23 novembre 2025

La réaction sur toute la ligne. Ils ont rejeté ce texte parce qu'ils n'étaient pas assez antisocial, anti-ouvrier. En toile de fond, la crise du capitalisme.

France. Budget 2026 : Avec 404 voix contre, les députés rejettent à la quasi-unanimité le texte du gouvernement - 20 Minutes/AFP 22 novembre 2025

L'Assemblée nationale a infligé dans la nuit de vendredi à samedi un revers majeur à l'exécutif en rejetant très largement le budget 2026 : 404 voix contre, une seule pour, 84 abstentions.

Le camp gouvernemental a largement invoqué les mesures votées par les oppositions - « *des horreurs économiques* », selon Paul Midy (Renaissance) - pour justifier son absence de soutien au texte de l'exécutif.

Dans le viseur du camp gouvernemental, plusieurs hausses d'impôts, dont un « *impôt universel* » sur les multinationales censé rapporter 26 milliards d'euros, une hausse de taxe sur les rachats d'action, ou une contribution sur les dividendes. 20 Minutes/AFP 22 novembre 2025

Epilogue.

Travailler 12 heures de plus par an, la mesure votée au Sénat qui illustre le « nettoyage » promis au budget de la Sécu - Le HuffPost 23 novembre 2025

La droite sénatoriale a promis d'expurger et de nettoyer les « *folies fiscales* » adoptées par les députés sur le budget de l'État et le budget de la Sécurité sociale. Elle a tenu parole ce samedi 22 novembre, en votant pour augmenter la durée annuelle de travail des salariés de 12 heures supplémentaires, malgré la colère de la gauche et l'opposition du gouvernement.

Un amendement du sénateur centriste Olivier Henno (UDI), voté par les groupes de droite et du centre qui sont majoritaires au Sénat, a été adopté à 199 voix contre 135 dans le cadre de l'examen du PLSS.

Parmi les mesures du même type, le Sénat a rétabli la semaine dernière la taxe sur les mutuelles, le gel du barème de la CSG pour les retraités et les chômeurs, ou encore supprimé la hausse de la CSG sur les revenus du capital arrachée par les socialistes à l'Assemblée.

« *On ne pourra pas s'en sortir si on ne crée pas plus de richesses. Pour produire plus de richesses, il faut investir plus, mais surtout augmenter le temps de travail, a justifié Olivier Henno. Douze heures de travail rémunérées par an, c'est une heure par mois, 15 minutes par semaine.* » Le sénateur imagine sa mesure rapporter plus de 10 milliards d'euros par an.

En complément.

“Chaos et confusion” au Royaume-Uni avant la présentation du prochain budget - Courrier International 22 novembre 2025

Projets de hausses d'impôts sur les propriétés de luxe, retraites, épargne, jeux d'argent ou partenariats d'affaires : tout a été “*évoqué, divulgué, présenté... Affaiblissant l'économie et compliquant la tâche de la ministre*”. Cette instabilité a eu des répercussions immédiates sur les marchés, résume *The Spectator*, qui détaille l'effet de chaque revirement sur les taux des obligations d'État.

Le problème dépasse la stratégie fiscale et touche à la crédibilité même du gouvernement, le rituel budgétaire actuel ne fonctionnant plus.

Palestine occupée.

Lu.

Le soutien du Conseil de sécurité au plan Trump pour Gaza ignore le droit international, punit les Palestiniens et récompense les responsables du génocide.

Plus de deux ans après le début du génocide en Palestine, le Conseil de sécurité de l'ONU a enfin agi. Mais au lieu de faire respecter le droit international, de protéger les victimes et de faire en sorte que les coupables rendent des comptes pour leurs crimes, il a adopté une résolution qui bafoue ouvertement des dispositions essentielles du droit international, prive les victimes de leurs moyens d'action et les punit davantage, tout en récompensant et en confortant les auteurs.

Plus inquiétant encore, il confie le contrôle de Gaza, ainsi que des survivants du génocide, aux États-Unis, coauteurs du génocide, et prévoit la participation du régime israélien au processus décisionnel. Selon ce plan, les Palestiniens eux-mêmes ne se verront accorder aucune participation aux décisions concernant leurs propres droits, leur gouvernance et leur vie.

Ce faisant, le Conseil devient en pratique un instrument de l'oppression américaine, un vecteur de la poursuite de l'occupation illégale de la Palestine et un acteur complice du génocide commis par Israël.

Depuis que l'ONU a partagé la Palestine en 1947 contre la volonté du peuple autochtone, ouvrant ainsi la voie à 80 ans de Nakba, jamais l'organisation n'avait adopté une posture aussi ouvertement

coloniale (et juridiquement ultra vires, ce qui signifie qu'il a excédé ses compétences), ni foulé avec autant d'insouciance les droits d'un peuple.

Le massacre continue.

Bande de Gaza: la Défense civile annonce 21 morts dans des frappes israéliennes - AFP 23 novembre 2025

Les bombardements israéliens ont fait au moins 21 morts à Gaza-ville (nord) et à Deir al-Balah et Nousseirat, dans le centre du territoire, a indiqué à l'AFP Mahmoud Bassal, le porte-parole de la Défense civile, organisation de premiers secours opérant sous l'autorité du Hamas.

"Plus de 20 blessés ont été transportés à l'hôpital dont une majorité de femmes et d'enfants", a déclaré à l'AFP Khalil Al-Daqran, porte-parole du ministère local de la Santé, sous tutelle du Hamas. *"Plusieurs ont été blessés à la tête ou à la poitrine"*, a-t-il ajouté.

Il faut bien des armes pour continuer ce massacre...

Allemagne: fin de l'embargo sur les armes à destination d'Israël – RFI 23 novembre 2025

Liban.

Israël annonce avoir tué le chef d'état-major du Hezbollah lors d'une frappe à Beyrouth - euronews 24 novembre 2025

La frappe perpétrée dans la banlieue sud de la capitale libanaise a fait cinq morts et 25 blessés, selon les autorités locales.

Il s'agit de la première frappe israélienne à Beyrouth depuis juin dernier.

Ukraine.

L'Ukraine face au choix entre la paix et l'effondrement du régime Zelensky - RT 22 nov. 2025

Selon plusieurs diplomates, Washington aurait même menacé de couper les livraisons d'armes et le renseignement. JD Vance, vice-président américain, a jugé « *illusoire* » de croire à une victoire militaire ukrainienne. Matteo Salvini, vice-président du Conseil italien, estime que « *l'envoi de nouvelles armes n'est plus nécessaire* ».

« *Les Américains parlent à l'Ukraine avec un langage de pression* », a confié un haut diplomate européen à Politico. En coulisses, les contacts sont brutaux. Selon le *Financial Times*, l'envoyé spécial américain Daniel Driscoll aurait intimé l'ordre à Volodymyr Zelensky d'accepter l'accord proposé, sans discussion.

À Bruxelles, l'agitation ne débouche sur rien. Malgré leurs milliards envoyés à Kiev, les Européens ont été mis à l'écart, réduits au rôle de spectateurs dans un conflit qu'ils ont eux-mêmes contribué à prolonger. Un diplomate européen a admis en privé que Washington dictait les règles. Aucun d'eux n'a proposé d'alternative.

L'Ukraine aborde l'hiver dans une situation critique. Sur le front, les pertes s'accumulent, les désertions explosent, et une grande partie des équipements occidentaux est perdue ou abandonnée. Selon *The Spectator*, le nombre de déserteurs équivaut désormais à celui des combattants encore engagés.

En parallèle, le pays est secoué par un scandale de corruption d'ampleur. Plus de 100 millions de dollars destinés aux infrastructures énergétiques ont été détournés. L'ancien associé de Zelensky, Timur Mindich, a fui à l'étranger. Le président est accusé d'avoir tenté d'étouffer l'enquête en plaçant la NABU sous contrôle direct. Sa cote de popularité est tombée sous les 20 %. Dans la rue, de grandes manifestations ont éclaté ces derniers mois.

«*Les Américains parlent à l'Ukraine avec un langage de pression*», a confié un haut diplomate européen à *Politico*. En coulisses, les contacts sont brutaux. Selon le *Financial Times*, l'envoyé spécial américain Daniel Driscoll aurait intimé l'ordre à Volodymyr Zelensky d'accepter l'accord proposé, sans discussion. À Bruxelles, l'agitation ne débouche sur rien. Malgré leurs milliards envoyés à Kiev, les Européens ont été mis à l'écart, réduits au rôle de spectateurs dans un conflit qu'ils ont eux-mêmes contribué à prolonger. Un diplomate européen a admis en privé que Washington dictait les règles. Aucun d'eux n'a proposé d'alternative.

Des figures de l'extrême droite ukrainienne dénoncent l'inaction du pouvoir. Dmytro Iaroch, ex-dirigeant de Pravy Sektor — organisation reconnue comme terroriste en Russie — a évoqué la «*liquidation des traîtres*». Bohdan Krotevych, ancien commandant d'Azov (également classé organisation terroriste), a menacé ouvertement le pouvoir. *The Spectator* évoque un scénario de coup d'État.

La stratégie russe s'impose désormais sur tous les plans. Sur le terrain militaire, l'armée libère méthodiquement des localités dans le Donbass et à Zaporoïje, prenant le contrôle de positions clés et de nœuds logistiques. Les lignes ukrainiennes, affaiblies par le manque d'effectifs, ne tiennent plus.

Sur le plan énergétique, Moscou intensifie ses frappes ciblées sur les infrastructures vitales. De nombreuses villes se retrouvent sans électricité, ni chauffage. Selon plusieurs experts, le risque est désormais que les réseaux urbains gèlent. Si cela se produit, certaines zones pourraient devenir inhabitables jusqu'au printemps. Le régime de Kiev n'a plus les capacités de rétablir les services de base.

Sur le plan diplomatique, la situation est tout aussi désastreuse. L'Ukraine apparaît de plus en plus isolée. Plusieurs capitales européennes reconnaissent en privé que Kiev ne peut plus ni avancer, ni négocier. Même si l'administration Zelensky promet une réponse au plan américain, la réalité est que le rapport de force a basculé de façon irréversible.

Ukraine : l'Europe juge « *nauséabonde* » la rencontre avec le nouvel envoyé de Donald Trump - RT 22 nov. 2025

Le 21 novembre, une délégation américaine dirigée par le secrétaire à l'Armée, Daniel Driscoll, qui vient d'être désigné comme nouvel envoyé spécial chargé d'avancer un plan de paix, a tenu une réunion avec des responsables européens à Kiev. Cette rencontre, rapportée par le *Financial Times*, a été qualifiée de « *nauséabonde* » par des représentants de l'Union européenne en raison de son ton et des déclarations faites durant les discussions.

Lors de cette réunion, l'envoyé américain a évoqué la situation critique de Kiev, affirmant que « *l'Ukraine est dans une très mauvaise situation* », ajoutant que ce qui était proposé était « *le meilleur sur quoi elle peut compter* ».

Toujours selon le *Financial Times*, le rôle de l'Europe a été évoqué lors de cette rencontre. Daniel Driscoll a précisé que les États-Unis n'étaient pas en négociation sur les détails du plan washingtonien et que l'implication de l'Europe se limiterait à discuter des garanties de sécurité lors de futures discussions.

Ces commentaires ont suscité un vif mécontentement parmi les officiels européens, qui ont critiqué ce qu'ils perçoivent comme une exploitation de la faiblesse politique de Volodymyr Zelensky. Un responsable européen aurait déclaré : « *Tout est encore pire que ce que nous pensions.* »

En fait, rien n'est réglé !

Guerre en Ukraine: un sommet organisé en urgence ce dimanche à Genève pour discuter du plan de paix proposé par Donald Trump - BFMTV 23 novembre 2025

Donald Trump avait donné jusqu'au 27 novembre, jour de la fête de Thanksgiving, à son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky pour répondre.

Mais samedi, le milliardaire républicain a répondu "non" à la question de savoir si son plan constituait sa "*dernière offre*" pour régler le conflit.

Plan de paix de Trump en Ukraine : un marché de dupes pour la Russie ? - RT 22 nov. 2025

Le président américain souhaite que son plan de paix soit accepté pour Thanksgiving. Alors que les analystes occidentaux déplorent les pertes de Kiev, Karin Bechet insiste : ce plan pourrait rapidement se transformer en cheval de Troie pour Moscou.

Trump a donné à Zelensky jusqu'au 27 novembre, c'est-à-dire jusqu'à la fête de Thanksgiving, pour accepter son plan de paix. D'un côté, il menace pour la énième fois de peut-être suspendre l'aide militaire à l'Ukraine (qui en réalité n'a jamais été suspendue), d'un autre côté il affirme ne pas avoir l'intention de lever les sanctions adoptées contre les entreprises russes Lukoil et Rosneft.

De son côté, Vance renforce le discours trumpien visant à faire de la guerre sur le front ukrainien un conflit strictement délimité entre la Russie et l'Ukraine, permettant ainsi de dédouaner les États-

Unis, les pays européens, l’Union européenne et évidemment l’OTAN. Il parle bien d’un « *plan de paix ukraino-russe* », qui est censé mettre définitivement fin à la guerre entre ces deux pays – comme si réellement il s’agissait d’une guerre entre deux pays (alors que l’Ukraine, comme État, n’existe plus) et non pas d’une guerre en Ukraine conduite par les élites globalistes.

De son côté, la Russie se dit toujours prête à négocier la paix, sans exclure de continuer à avancer militairement en cas d’échec. Le président russe souligne à ce sujet plusieurs éléments importants.

Tout d’abord, que le régime de Kiev est illégitime, au minimum parce que le mandat de Zelensky a formellement expiré. Ce qui pose la première question : avec qui signer, si jamais il y a quelque chose à signer ? D’où la seconde question : quelle serait alors la valeur de la signature de Zelensky ? Or, Trump insiste pour que l’accord soit signé strictement entre l’Ukraine et la Russie. Soulignons que l’éventualité d’un changement de figure à Kiev ne changerait en fait rien à la question. Il ne s’agirait toujours que d’une marionnette : l’Ukraine ne redeviendrait pas miraculeusement un État souverain avec un changement de « *gouverneur* ».

Vladimir Poutine a qualifié le régime de Kiev de « *groupe de criminalité organisé* ». Comment peut-on alors discuter avec eux ? Surtout que l’appréciation dépasse la simple personnalité de Zelesnky.

Pas de règlement du conflit sur le fond

Malgré les déclarations tonitruantes concernant le « *plan de paix* » de Trump, la Russie a précisé qu’elle était au courant, qu’il n’y avait rien de nouveau et que ce plan n’était pas discuté sur le fond avec les États-Unis.

Mais de quoi parle ce « *plan* » justement au fond ? Certains sites pro-ukrainiens et donc globalistes ont « *fuité* » le plan en 28 points, proposé par Trump. Certains éléments sont particulièrement révélateurs de l’absence réelle de volonté de régler le conflit au fond.

En ce qui concerne les territoires, le Donbass (Louansk et Donetsk) et la Crimée seront reconnus « *de facto* » comme appartenant à la Russie. Autrement dit, il n’y a pas reconnaissance des frontières constitutionnelles russes, même en ce qui concerne ces territoires. C’est également le cas pour les régions de Kherson et de Zaporozie, la ligne étant celle du front et la reconnaissance encore plus floue.

En contrepartie de cette non-reconnaissance juridique, la Russie doit renoncer à tout le reste. Rappelons que Koupiansk vient d’être libéré. Or, Koupiansk se trouve dans la région de Kharkov, où l’armée russe avance particulièrement bien. La Russie devrait donc renoncer politiquement à ces acquis territoriaux, sans que ses frontières constitutionnelles ne soient reconnues. Donc avec la certitude qu’elles seront contestées – politiquement voire militairement – dès que la situation deviendra favorable aux globalistes.

L’armée « *ukrainienne* » est maintenue, avec une légère baisse d’effectif. En contrepartie de cette réalité, la Constitution ukrainienne inscrit que l’Ukraine n’entrera pas dans l’OTAN et l’OTAN s’engage à ne pas l’accepter.

Autrement dit, le danger militaire perdure avec le maintien d’une armée ukrainienne conséquente et donc le temps donné à cette armée, aujourd’hui très affaiblie, de se refaire véritablement une santé. Et pour faire passer la pilule, une « *promesse* » qui n’engage que ceux qui y croient, comme l’exemple de la Finlande et de la Suède viennent de le démontrer. N’oublions pas, par ailleurs, que

la plupart des pays de l'OTAN ont conclu des accords bilatéraux de « sécurité » avec l'Ukraine, qui prévoient un mécanisme équivalant à celui de l'art. 5 du statut de l'OTAN.

Ici aussi, nous sommes face à une carotte fanée offerte gracieusement à la Russie, avec une contrepartie de danger, elle, bien réelle, qui n'est pas remise en cause.

Le non-élargissement de l'OTAN est également avancé, puisque de toute manière les troupes de l'OTAN ont déjà occupé tout le territoire européen et sont présentes aux frontières russes. Mais promis juré, ils n'iront pas en Ukraine. Cela était déjà la promesse faite à la chute de l'URSS. Nous connaissons la suite.

Surtout, la Russie doit accepter de payer des réparations de guerre. Donc, elle reconnaît en réalité la défaite.

En effet, les actifs gelés russes doivent servir en partie à la reconstruction de l'Ukraine. De plus, la plus grande partie doit être investie dans des projets américano-russes... et servir in fine l'économie américaine. On comprend mieux pourquoi certains lobbyistes des négociations en Russie soutiennent à ce point la position américaine sur le conflit en Ukraine. Toujours est-il que la Russie perd la capacité de décision concernant ses actifs entreposés en Occident, elle en est donc dépouillée. La voix d'un État, qui accepte la capitulation ne porte pas.

La levée des sanctions... mais pas toutes

En contrepartie, les sanctions seront petit à petit annulées. En tout cas pas toutes, puisque Trump a déjà déclaré ne pas revenir sur les sanctions adoptées contre Rosneft et Lukoil. Ainsi, les globalistes se donnent un instrument de pression sur la Russie, pour faire pression sur ses décisions politiques. Le chantage est une arme politique très efficace.

Un point encore doit retenir notre attention : l'amnistie générale de tous les « *criminels* ». La logique est simple et classique : on ne juge pas les vainqueurs. Les globalistes ne veulent pas voir leur responsabilité engagée pour les crimes volontairement commis et commandités contre les Slaves. Et ils veulent aussi récupérer leurs combattants.

Même si ce plan prévoit en réalité la capitulation de Russie, les globalistes farouches ne peuvent que difficilement l'accepter, car ils ont besoin d'écraser politiquement la Russie totalement. Elle ne peut sortir de ce conflit avec le moindre gain. Les discussions sont intenses entre les différents clans globalistes et Trump, incarnant la voie réaliste d'une victoire globaliste, tente de convaincre les plus durs.

Vance rappelle la difficulté d'une voie militariste pure : « *Toute critique du cadre de paix, sur lequel travaille l'administration, témoigne soit d'une mauvaise compréhension de ce cadre, soit d'une interprétation erronée d'une réalité cruciale sur le terrain. On s'imagine qu'il suffit d'accorder plus d'argent, plus d'armes ou plus de sanctions pour remporter la victoire.* »

Il est réaliste, dans le sens où une victoire militaire est impossible pour l'armée atlantico-ukrainienne aujourd'hui dans cette configuration. Or, changer de configuration implique des investissements d'une autre mesure et une implication directe des pays de l'OTAN sur le front ukrainien contre la Russie.

Après des décennies de désindustrialisation et de déstructuration des sociétés occidentales, les pays de l'OTAN – dont les États-Unis – n'y sont pas prêts. Ils ont besoin de temps. Ou de changer de tactique : faire chuter la Russie politiquement et doucement la détricoter pour la faire rentrer dans le bétail. Les négociations ouvrent la voie à ces deux possibilités.

Il y a toutefois peu de chances que ces propositions puissent faire tomber la Russie, même si la voix des sirènes globalistes y chante à pleins poumons ces derniers temps. Car les buts de l'opération militaire spéciale ne pourraient être atteints de cette manière.

Le plan Trump : réalisme politique ou cadeau à Moscou ? – RT 22 nov. 2025

L'armée russe progresse jour après jour. Le régime de Kiev est empêtré dans des scandales de corruption. Le moral des troupes est au bord de l'effondrement. Pourtant, les médias ne cessent de répéter que le plan américain est pro-russe. Quels sont les motifs occidentaux ? Le correspondant de RT en français Igor Kourachenko nous livre son analyse.

Inquiétude, déception, panique : voilà les trois mots qui résument le mieux l'ambiance dans les médias occidentaux. Pour certains, comme *Les Echos*, le plan de Trump est irréalisable. Pour d'autres, comme *La Croix*, il s'apparente à une capitulation de l'Ukraine. Mais tous – ou presque – martèlent la même idée : ce plan serait pro-russe, cousu sur mesure pour le Kremlin.

« Trump donne à la Russie presque tout ce qu'elle veut avec son plan de paix pour l'Ukraine » – CNN

« *Du conflit résolu "en 24 heures" au plan de paix favorable à la Russie* » – Le Figaro

« *L'Ukraine est sur la défensive après que les États-Unis et la Russie ont élaboré un plan de paix en 28 points favorable au Kremlin* » – The Times

Mais si l'on prend un peu de recul – et surtout, si l'on sort du prisme émotionnel –, une autre lecture s'impose. Ce plan, que tant de médias présentent comme un cadeau fait à Moscou, n'est en réalité pas aussi pro-russe qu'on veut le faire croire. Et je vais vous le démontrer, point par point.

Commençons par l'essentiel : la situation évolue chaque jour sur le champ de bataille. Et chaque jour, c'est l'Ukraine qui y perd du terrain. Koupiansk vient d'être entièrement repris par les forces russes. Plus de 80 % de Voltchansk sont sous contrôle russe, tout comme 75 % de Krasnoarmeïsk. Mais un autre point mérite l'attention : les combats font désormais rage à Konstantinovka. Et si vous regardez une carte, la suite logique semble claire : Sloviansk et Kramatorsk, avant d'atteindre les frontières administratives de la RPD.

La vraie question est donc : que va-t-il se passer ensuite ? Et surtout, à qui profiterait un cessez-le-feu dans ce contexte ? Car à mesure que l'armée russe avance, les conditions d'un éventuel accord de paix risquent de se durcir pour Kiev. Un précédent vient d'être créé : Koupiansk se trouve dans la région de Kharkov. Et désormais, les combats touchent aussi la région de Dniproptrovsk.

Alors, à ce stade, qui aurait le plus à gagner du plan Trump ? L'Ukraine, qui perd quasiment une localité par jour ? Ou bien la Russie, à qui ce plan demanderait... d'arrêter sa progression ?

Et pour illustrer ce paradoxe, il suffit d'écouter Vladimir Poutine. Lors d'une réunion du Conseil de sécurité, il a clarifié la position russe en cas du refus de Kiev de signer le plan de Trump : « *Et dans l'ensemble, cela nous convient, car cela permet d'atteindre les objectifs de l'opération militaire spéciale par des moyens militaires. Mais, comme je l'ai dit à plusieurs reprises, nous sommes prêts à des négociations de paix, à un règlement par la voie diplomatique.* » Un message clair : plus le temps passe, plus Moscou est en position de force.

Le cœur du problème, en réalité, c'est le bruit médiatique que les élites européennes – et même certains cercles américains – ont entretenu pendant des années. À coups de discours enflammés, de plateaux télé et de conférences sécuritaires, ils ont vendu un rêve : que l'Ukraine pourrait vaincre militairement la Russie. Et à force de le répéter, certains y ont cru eux-mêmes. Aujourd'hui, il faut enlever les lunettes roses. Et accepter que la réalité n'a rien d'un conte de fées.

Prenez une image simple : celle du football. L'équipe nationale de Saint-Marin ne peut pas gagner contre le Brésil ou la France, peu importe la qualité de ses ballons, la beauté de ses maillots ou l'enthousiasme de ses supporters. À un moment donné, il faut regarder le score, pas les slogans.

Évidemment, le plan Trump n'arrange pas vraiment Volodymyr Zelensky. Mais attention – cela ne veut pas dire qu'il n'arrange pas l'Ukraine. C'est même tout le contraire.

Pourquoi ? Parce que si les armes se taisent, il faudra lever la loi martiale... et donc organiser des élections. Et chacun sait que les chances de Zelensky de les remporter sont aujourd'hui proches de zéro. Mais pourquoi tient-il tant à rester au pouvoir ? La réponse est simple : pour continuer à gérer les flux d'argent.

Le récent scandale de corruption en Ukraine a mis en lumière les véritables priorités du cercle rapproché du président. Ce n'est pas qu'une question d'enrichissement personnel – même si, pour Trump, le fait que des aides américaines aient été détournées est une ligne rouge. Ce qui est plus grave encore, c'est que cela touche directement les soldats sur le front.

Le nom à retenir : Minditch. L'homme fort du scandale. Il a tenté de convaincre Roustem Oumerov – alors ministre de la Défense – de signer un contrat pour livrer des gilets pare-balles de mauvaise qualité aux troupes. Le but ? Empocher la différence. Et les soldats dans tout ça ? Ils se battent, risquent leur vie... pendant qu'en coulisses, certains pensent business. Quel message cela envoie-t-il à ceux qui sont au front ? Qu'ils sont sacrifiaires ? Et nous voilà face à l'essentiel.

Il est clair que le moral des troupes ukrainiennes est en chute libre. Comment pourrait-il en être autrement ? À quoi bon se battre, risquer sa peau, perdre des frères d'armes... pour quoi ? Pour que Zelensky et son entourage puissent continuer à s'offrir des villas et des toilettes dorées ?

Les soldats, eux, voient ce qui se passe. Ils voient l'armée russe avancer. Ils voient leurs camarades se rendre en masse. Et peu à peu, beaucoup comprennent déjà : ce n'est pas leur guerre. C'est celle d'un régime qui a perdu tout lien avec la réalité.

Résumons. L'armée russe progresse jour après jour. Le régime de Kiev est empêtré dans des scandales de corruption. Et le moral des troupes est au bord de l'effondrement. Le vrai risque aujourd'hui, ce n'est pas un compromis de paix. C'est que le front ukrainien s'effondre totalement. Et alors, qui peut dire où l'armée russe s'arrêtera ?

Donald Trump, lui, a bien compris ce moment crucial. Il voit que l'Ukraine arrive à un point de bascule. C'est précisément maintenant qu'il met la pression sur Zelensky. Ce n'est pas de la

sympathie pour la Russie. C'est du réalisme politique. Froid. Calculé. Car l'Ukraine n'a plus le luxe de choisir entre le bien et le mal. Seulement entre le difficile... et la catastrophe.

Burkina Faso

Au Burkina, le Régime d'assurance maladie universelle entrera en vigueur le 1er février 2026 **sputniknews.africa 22 novembre 2025**

Au Burkina, le Régime d'assurance maladie universelle entrera en vigueur le 1er février 2026

Les ministres de la Fonction publique et de la Santé ont présenté le dispositif, affirmant que le RAMU permettra à "chaque citoyen de se soigner sans risque de s'appauvrir".

Cette réforme comble une lacune majeure: moins de 10% des Burkinabè sont couverts actuellement.

Dans le même temps, les ménages assument 34% des frais médicaux, alors que la norme maximale recommandée par l'OMS est de 20%.

Le RAMU couvrira un vaste panier de soins incluant notamment:

- examens cliniques et biologiques;
- interventions chirurgicales;
- soins liés à la maternité;
- hospitalisations,
- radiologie;
- kinésithérapie;
- transport médicalisé des patients

Une phase pilote débutera en février 2026 dans les régions du Kadiogo et du Guiriko avant la généralisation nationale.